

Bienvenue dans le monde d'après.

Après la fermeture du jour au lendemain des établissements scolaires.

Après la mise en œuvre de la continuité pédagogique en l'espace de quelques heures par les enseignants et personnels, avec leur matériel à eux, sans aucun soutien ou presque de la part du ministère mais avec un ENT qui s'effondre.

Après le risque, après les contaminations, après les morts, après les craintes en zone rouge et le soulagement en zone verte.

Après la réouverture des écoles, des collèges et lycées, petit à petit et puis en fait tous d'un coup.

Après les protocoles sanitaires, les conseils d'administration, les COPIL et les conseils pédagogiques, tous en urgence mais sans jamais avoir le temps de réfléchir parce que le ministre vit dans un temps médiatique qui ignore le réel.

Après une période de stress et de tension extrêmes durant laquelle tous les personnels ont œuvré pour réaliser les prophéties surréalistes annoncées via les médias sans consulter les instances démocratiques décentralisées.

Après tout cela, chaque établissement a reçu sa prévision d'effectifs, avec une enveloppe de DGH basée sur un nombre de divisions. Et partout dans l'académie, le nombre de divisions est faible dans les établissements du second degré, mais le nombre d'élèves est élevé. Et lorsque, rarement, le nombre de divisions est maintenu ou augmenté, c'est souvent sans les moyens, en finançant une grande partie des heures en HSA plutôt qu'en heures postes, ce qui dégrade considérablement les conditions de travail et représente un salaire horaire diminué dans la plupart des cas.

Et nous jouerons donc, dans ce monde d'après, la même partition que dans le monde d'avant : nous allons demander plus de divisions ou classes, plus de moyens, pour tous les

établissements. Beaucoup de collègues se sont aujourd'hui résignés, se sentant ignorés, dépassés et bien souvent méprisés. Ils ne savent plus vers qui se tourner mais nous continuerons à les représenter.

Il nous sera répondu que les moyens dont dispose l'académie sont limités. Que tout est géré au niveau du ministère et validé après CTM quelles que soient les voix exprimées. Que les services seront vigilants pour des établissements particulièrement sous tension (alors qu'ils sont de plus en plus nombreux). En espérant que cela soit fait dans le respect des instances déconcentrées, peut-être (espérons-le!) constaterons-nous quelques ouvertures de divisions, et pas trop de fermetures en compensation... Il nous sera répondu « C'est ainsi », « C'est comme ça » ou « ne vous plaignez pas votre P/E augmente ». Il nous sera répondu en termes de moyens mais si peu en termes d'humain.

Nous insisterons et reviendrons sur l'augmentation très rapide du nombre moyen d'élèves par division depuis 2017, alors même que dans les premiers temps de reprise post-confinement, le 31 mai, le ministre faisait remarquer dans un entretien médiatique que les « groupes restreints » sont « favorables, pédagogiquement », ce que nous affirmons depuis toujours. Nous parlerons de classes à 33 élèves en collège, 37 en lycée, de l'accompagnement des élèves les plus fragiles, de l'accompagnement de tous les élèves après une crise sanitaire sans précédent. Nous demanderons « Comment faire ? ». Et en attendant, toujours pas de circulaire pour préparer la rentrée.

Il nous sera répondu de toujours faire confiance. Que l'on nous fait confiance, à nous enseignants, personnels de direction, tous les adultes qui encadrent les élèves, mais en nous surveillant tout de même par les connexions à l'ENT. Que règne la bienveillance et que l'on travaille ensemble pour la réussite de tous les élèves...

Mais en réalité, pendant ce temps, dans les établissements scolaires, collèges comme lycées, l'Éducation Nationale continue de broyer personnels et élèves, grâce au néo-management public déconnecté des besoins de la jeunesse et du terrain. En dégradant toujours plus le service public. Et elle le fait avec condescendance et indifférence. En répétant qu'il n'y pas

d'autre solution. L'image et la communication grand public continuera à être le plus important pour un ministre qui prétend dans *Paris Match* avoir « campé pendant deux mois » (le pauvre) mais « tenu la barre » dans un ministère peuplé de « colibris coordonnés » pendant que ceux qui tentaient de continuer à faire vivre la démocratie étaient considérés comme des « bateaux pirates qui n'avaient qu'une idée : nous faire couler plutôt que de s'intéresser à l'intérêt général ».

Alors ne comptez pas sur nous pour nous taire, pour hocher la tête et acquiescer, en espérant, dans le lointain, de meilleurs lendemains. Nous continuerons à exiger les documents de préparation 1 semaine avant les instances. Nous continuerons à exiger d'autres possibilités. Nous continuerons à exiger plus de dignité. Nous continuerons à exiger une école émancipatrice et un service public véritablement au service de tous les citoyens. Nous continuerons à exiger un réel dialogue social au sein d'institutions qui ne se contentent pas de simples éléments de langage. L'état d'urgence sanitaire ne tuera pas la démocratie.

Bienvenue dans le monde d'après. Il commence maintenant.